

**INTEMPÉRIES DE TAMANRASSET**

# 2 morts et 27 blessés selon un bilan provisoire

**Le bilan provisoire de la Protection civile arrêté hier à 8 heures du matin, s'est établi à deux morts, âgés de 16 ans et 30 ans, annoncé jeudi suite aux intempéries qu'a subies la wilaya de Tamanrasset en fin de semaine.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** Manifestement, la Protection civile n'a pas enregistré d'autres cas de noyade ou de décès. Toutefois, elle ne s'est pas prononcée sur le nombre de blessés estimé initialement à 27 personnes. Parallèlement, à ce jour, aucun communiqué exhaustif n'a été réellement consacré aux sinistres causés par ces intempéries.

Comme chaque année, le mois d'août est très souvent synonyme d'intempéries et d'inondations au Sud algérien, et la wilaya de Tamanrasset a encaissé un lourd bilan cette fois-ci. Car outre les dégâts matériels notés habituellement, il y a eu également des pertes humaines, limitées par l'intervention de la Protection civile. Mais l'état psychologique de ses habitants n'en ressort qu'abattu et anéanti. Ce sont des heures et des paysages apocalyptiques que ces derniers ont dû vivre et voir tout au long des 48h durant lesquelles de fortes chutes de pluie ont martelé les habitations et les cultures. L'après-orage est incontestablement plus dramatique.

Effectivement, les torrents et

les crues des oueds en furie ont pris dans leur élan de nombreuses exploitations agricoles, des véhicules et inondé des maisons, contraignant certaines familles à improviser leur nuit à la belle étoile. Et ce, en plus des rues et routes ravagées par les gadoues charriées, ainsi que l'interruption de la circulation au niveau des routes nationales numéro 6 et 47, selon certaines sources.

Pourtant, la véritable problématique qui se pose actuellement n'est pas tant l'ampleur des

dégâts causés par ces dernières inondations, mais combien va durer le supplice des habitants du Sud et de cette région, fortement exposée au risque des intempéries saisonnières.

Des tragédies devenues une tradition pour ces zones reculées. Et ce, malgré les importantes enveloppes financières, officiellement consacrées aux projets de réaménagement du territoire et oueds, construction de digues, entre autres. Concrètement, cela n'a abouti qu'à des œuvres de rafistolage que les torrents rafflent à chacune des intempéries saisonnières qui ravagent ces wilayas, en engendrant toujours autant ou plus de dégâts.

N. B.



Photos : DR

Des pluies diluviennes s'abattent sur Tamanrasset.

**AÏN-SEFRA**

## Pluies diluviennes sur la région

**Les pluies diluviennes, provoquées par les orages, qui se sont abattues dans la journée de jeudi dernier sur les régions de Aïn-Séfra, Tiout, Mogharrar et Djénienne ont causé des inondations et des dégâts matériels importants enregistrés par les services de la Protection civile.**

Fort heureusement sans faire de victimes. Des oueds en furie. Le trafic routier de la RN6 a été perturbé dans certains endroits, voire

paralysé sur le pont «Oued-lemhsirat» où les crues ont coupé complètement la circulation.

Les éléments de la Protection civile, aidés des forces de l'ANP et de la Gendarmerie nationale, ont toutefois pu intervenir durant plusieurs heures afin de rétablir la circulation aux usagers qui sont restés bloqués sur les deux rives (en partance ou en provenance du Sud).

Dans les centres urbains, les rues et ruelles des quartiers ont été également fermées à la circulation, alors que l'électricité a

été coupée à Tiout et dans certains quartiers de Aïn-Séfra durant plusieurs heures.

Après, donc, une période caniculaire, voilà les orages, prémices d'un bon automne. C'est aussi une réserve d'eau, estiment les éleveurs, frappés jusque-là des conséquences d'une sécheresse extrême.

Un satisfecit pour outrepasser les charges de l'aliment du bétail et les maladies zoonoses transmissibles. Idem pour les fellahs dans l'espoir d'une saison de bonne récolte.

B. Henine

**DÉPÔT DE COMPTES SOCIAUX**

## Le CNRC veut élargir la liste des assujettis

**Le Centre national du registre du commerce (CNRC) veut engager une réforme des inscriptions au registre du commerce afin d'élargir le nombre des assujettis au dépôt des comptes sociaux, a indiqué à l'APS son directeur général, Mohamed Maouche.**

«Le nombre de personnes soumises actuellement au dépôt de comptes sociaux est insignifiant par rapport à celui des personnes inscrites au registre du commerce. Nous devrions inverser la proportion pour avoir des informations plus proches de la réalité économique du pays et faire du CNRC une base de données économiques», insiste-t-il.

Il est, en effet, constaté que sur les 1,87 million d'opérateurs inscrits au registre de commerce (RC), seulement 169 292 personnes morales sont concernées par le dépôt de comptes sociaux, soit 9%, tandis que les 91% restants sont des opérateurs économiques inscrits comme personnes physiques au RC.

C'est que la réglementation en vigueur stipule que le dépôt des comptes sociaux ne concerne que les personnes morales, à savoir les sociétés par action (SPA), les entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (Eurl), les sociétés à responsabilité limitée (Sarl), les sociétés en noms collectifs (SNC), les socié-

tés en commandite simple (SCS) et les banques et établissements financiers, y compris les succursales des banques étrangères.

Dans ce cadre, le DG du CNRC va proposer au ministère du Commerce de rendre obligatoire l'inscription en tant que personnes morales de certaines catégories d'opérateurs économiques au RC, alors que cela est laissé jusque-là au choix du postulant.

D'ailleurs, fait-il savoir, le nombre d'opérateurs économiques industriels inscrits comme personnes physiques au RC s'est élevé à 21 657 opérateurs jusqu'à fin juin dernier, alors que seulement 7 803 se sont inscrits comme personnes morales.

«Ce n'est pas normal qu'une personne disposant, entre autres, d'une usine de production, s'inscrive comme personne physique, au même titre que l'épicier du coin et donc non soumise au dépôt des comptes sociaux. C'est une situation qui devrait être corrigée», prône-t-il. C'est que les dépôts des



Pour une meilleure transparence dans les transactions commerciales.

comptes sociaux permettent de disposer de renseignements précis et affinés en matière de chiffre d'affaires, des charges du personnel, des dotations en amortissements, qui sont des données importantes à connaître pour mesurer la santé financière des entreprises et élaborer des analyses fines sur les différentes filières économiques, explique M. Maouche.

Dans ce sens, il cite le cas des dépôts de comptes sociaux des concessionnaires automobiles, grâce auxquels le CNRC a pu élaborer en 2015 un rapport détaillé sur cette activité en Algérie.

«Mais avec le nombre réduit actuel des opérateurs concernés

par ces dépôts, le CNRC ne peut malheureusement pas disposer de données qui reflètent la réalité des activités économiques des opérateurs pour l'élaboration d'études ou d'analyses fines sur une filière donnée», enchaîne-t-il.

Le premier responsable du CNRC envisage également l'interdiction à un opérateur économique, même s'il est inscrit comme personne morale, d'inscrire plusieurs activités économiques dans un seul RC, en observant qu'un certain nombre d'opérateurs déposent un seul bilan pour toutes les activités cumulées.

Par ailleurs, il sera également proposé au ministère du Commerce d'échanger les bases

de données du CNRC avec ses homologues des pays qui sont gros fournisseurs de l'Algérie : «C'est une mesure qui nous permettra d'identifier, au préalable, les fournisseurs des importateurs algériens et d'assurer la transparence dans les transactions commerciales».

Retrait par Internet de l'extrait du RC en 2017

Sur un autre plan, M. Maouche annonce que le retrait du registre du commerce via Internet sera lancé vers la fin 2017.

Après avoir mis en place le registre de commerce électronique (RCE) début 2013, le CNRC avait lancé en octobre 2015 une nouvelle application «lecteur RCE» permettant d'identifier le détenteur du registre et d'assurer un meilleur contrôle. Cette application est disponible dans deux versions : l'une destinée au grand public permettant l'accès à l'identité du détenteur du RC alors que la seconde est destinée aux contrôleurs et aux partenaires du CNRC (Banques, Douanes, Impôts) donnant accès à des informations plus détaillées.

APS